

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ville de Bourg-en-Bresse

ARRETE TEMPORAIRE
N° 68222

Portant réglementation du stationnement sur
ALLEE DE CHALLES
Ville de Bourg-en-Bresse
En agglomération

Le Maire de Bourg-en-Bresse,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté n° 63089 du 27 septembre 2023 donnant délégation de signature

Considérant que de travaux de ravalement de façade par l'entreprise FAÇADES FRANCE RENOVATION rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, ALLEE DE CHALLES

ARRÊTE

Article 1 : À compter du 28/01/2026 et jusqu'au 13/02/2026, les prescriptions suivantes s'appliquent à hauteur du n°5 ALLEE DE CHALLES :

- Le stationnement des véhicules est interdit, sur 1 place.

Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas au véhicule immatriculé **HC-220-KC** l'entreprise FAÇADES FRANCE RENOVATION. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate ;

- Les véhicules de plus de 3T500 de l'entreprise FAÇADES FRANCE RENOVATION ont l'autorisation de réaliser des travaux et de déroger à l'arrêté permanent n°65903.

Ces dispositions sont applicable de 08h00 à 18h00.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services techniques municipaux et l'entreprise FAÇADES FRANCE RENOVATION.

Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 22 janvier 2026

Le Maire de Bourg-en-Bresse
Et par délégation
Le Responsable Gestion du Domaine Public
Bertrand RONGIER

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.